

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

DES MENACES ET DES MIETTES



Des centaines de milliers de chômeurs font la queue dans les ANPE.

- **Giscard menace les chômeurs**
- **La retraite à 60 ans au compte-gouttes**

L'Assemblée nationale vient d'adopter un projet de loi sur la retraite des femmes à 60 ans. Elle voudrait lui donner une allure spectaculaire et Claude Labbé, président du groupe RPR, n'a pas hésité à le qualifier de « mesure sociale d'une grande dimension ». Mais dans la réalité, les choses sont bien différentes. Alors que la durée moyenne de cotisation des femmes à la Sécurité sociale est actuellement de 25 ans (en raison notamment des grossesses), il ne s'appliquera qu'aux femmes ayant cotisé pendant 37 ans et demi. Seule une petite minorité de travailleuses seront donc concernées : 20 000 femmes de 63 à 64 ans le 1er janvier 78 ; 20 000 autres de 61 à 62 ans en 79, c'est ce que Ségué appelle « un grand succès ». On est bien loin des revendications des travailleurs : retraite décente, à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

seil des ministres à propos de la maigre « protection » dont ils sont de moins en moins nombreux à bénéficier : « (elle) ne doit bénéficier qu'aux personnes qui recherchent réellement un travail. Le ministre du travail doit veiller à éliminer les abus ».

Le pouvoir veut faire croire que les chômeurs ne cherchent pas réellement de travail et ôter au maximum d'entre eux les prestations sociales et les quelques indemnités qu'ils peuvent toucher. Pour cela, il va demander à l'Agence nationale pour l'emploi de montrer encore plus d'énergie à rayer les chômeurs des listes sous les prétextes les plus divers, à grand renfort de tracasseries et de pièges administratifs et il va relancer la chasse aux « faux chômeurs ». Quel cynisme ! alors que le nombre des chômeurs dépasse un million cinq cent mille et que les files s'allongent chaque jour devant les guichets.

D'un côté, ces quelques miettes ; de l'autre, des décisions menaçantes à l'égard des chômeurs. Giscard lui-même a déclaré en Con-

Demagogie et répression sont, de la part du pouvoir capitaliste et de ses défenseurs, les deux faces d'une même médaille.

Editorial

Solidarité avec nos frères immigrés en grève

Le gouvernement veut qu'un grand nombre de travailleurs immigrés retournent dans leur pays et pour cela orchestre sournoisement une campagne raciste : si les immigrés partent, il y aura moins de chômeurs, dit-il. Or, les travailleurs immigrés qui, pour une très large part, viennent des anciennes colonies françaises, sont généralement les plus exploités : salaires de misère, conditions de travail inhumaines. Et aussi, ce qu'il est important de souligner, c'est leur rôle très actif dans beaucoup de grèves, certaines même, où l'on ne voit pratiquement que des immigrés. Citons parmi les grèves en cours : celle des services de nettoyage du métro parisien (pour le compte de sociétés privées sous-traitantes de la RATP) ; des ouvriers et ouvrières de la fabrique de confiseries Foullon (Paris 20e) ; les éboueurs de la Sertiru à Valenciennes ; chez Somycel (à Le Mesnil-Leroy dans les Yvelines) où la plupart sont Portugais ; aux Cableries de la Seine (à Crosne dans l'Essonne) ; l'usine Vasco (de Montereau en Seine-et-Marne) ; sans oublier la récente et importante grève des éboueurs parisiens, etc.

Voilà au moins quelques faits qui mettent à bas l'« argument » raciste comme quoi les travailleurs immigrés ne font jamais grève, « argument » d'ailleurs très souvent colporté par les bonzes révisionnistes de la CGT.

Ces éléments montrent aussi que les travailleurs immigrés font bien partie de la classe ouvrière de France, que nous avons les mêmes intérêts de classe à défendre et que c'est ENSEMBLE — Français et immigrés — que nous devons lutter ; que nous avons les mêmes ennemis : les patrons, la bourgeoisie capitaliste et de la fausse gauche et la répression policière, les bonzes syndicaux briseurs de grève et jaunes en tous genres (CGT-CFDT-FO-CFTC-CFT).

Cela serait incomplet si l'on oubliait la grève exemplaire de nos frères immigrés des foyers-prisons de la Sonacotra (grève des loyers) qui montrent depuis plus de deux ans qu'ils sont en lutte, une détermination exemplaire ; d'autres foyers immigrés sont également en grève, certains depuis très longtemps également.

La clique au pouvoir a peur de la prise de conscience grandissante des immigrés et donc du resserrement dans LA LUTTE DE CLASSE de leur unité avec les ouvriers français

La bourgeoisie table toujours sur le racisme parce que celui-ci est basé sur l'ignorance. Dans les luttes unies, nous apprenons à nous connaître. Soutenons de toutes nos forces tout ce qui permet de renforcer cette unité prolétarienne.

TOUS A LA FETE DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

Le samedi 11 juin

Fête de l'unité de nos 24 nationalités en lutte depuis 29 mois dans les foyers Sonacotra

79, rue du Monument Champigny

Samedi 11 juin 1977

de 9h à 24h





• Organisme Léo Lagrange Stagiaires contre patron de gauche

Léo Lagrange, courroie de transmission du PS dans l'animation et la gestion des maisons de la jeunesse et de la culture, foyers de jeunes travailleurs, centres de vacances, etc. gère comme toute autre entreprise capitaliste les foyers.

Il en existe plusieurs en France, qui ne se différencient guère des autres. Léo Lagrange n'est pas seulement un organisme servant la politique intérieure du PS mais également un appareil de soutien à sa politique extérieure (liens étroits avec l'Etat sioniste d'Israël). Il assure également une soi-disant formation professionnelle d'animateur. En fait, dès la sélection d'entrée il s'agit, on le constate, de former ses propres animateurs (PS) afin de gérer les structures en place dans différentes municipalités.

LÉO LAGRANGE
AU SECOURS DE
SONACOTRA

Mardi dernier, 17 mai, j'ai posé sur le tableau d'information une affiche soutenant le Comité de coordination afin de populariser la lutte exemplaire menée par des milliers de travailleurs.

Cette affiche réalisée par le seul représentant légitime des résidents des foyers Sonacotra, dénonçait les directions syndicales CGT, CFDT, FO qui cherchent à négocier avec la Sonacotra dans le dos du Comité: L'affiche posée le mardi 17 mai ne figurait plus

sur le panneau l'après-midi. Mercredi 18 mai une affiche est de nouveau posée et la vigilance règne. A midi, Jacques Guéné, secrétaire de Léo Lagrange, chef de FO, responsable PS, arrache une seule affiche: celle du Comité de coordination. C'est l'indignation générale!

On lui demande de s'expliquer: «Pas de politique ici: cette affiche attaque les syndicats», répond-il. Mais qui attaque les travailleurs des foyers Sonacotra sinon les directions bourgeoises syndicales et la Sonacotra?

Mercredi après-midi, une autre affiche est collée. Une heure plus tard, d'autres représentants de Léo à la solde de Guéné vont jusqu'à agresser physiquement des stagiaires pour essayer de la déchirer. Mais, hélas pour eux, la détermination a été plus forte et les stagiaires ont vaincu: l'affiche reste.

LES LEÇONS A TIRER

Le patron de gauche derrière son langage reste au service du capitalisme. La juste dénonciation faite par le Comité de coordination permet de déterminer clairement qui sont nos amis et qui sont nos ennemis. Un lecteur

LA CHINE AUJOURD'HUI

Matinée et soirée d'animation organisée par:
LE COMITÉ DE BAGNEUX/MONTRouGE
de l'Association des amitiés franco-chinoises (A AFC)
Diapos, films, débats, discussions avec des voyageurs
de retour de Chine

SAMEDI 4 JUIN DE 14 H à 23 H
Salle du théâtre du Rond-point
Rond-point des martyrs à Bagneux (entrée libre).

• Athis-Mons (Essonne)

Echec à la répression

Dimanche dernier, nous nous tenions à l'entrée du marché d'Athis-Mons, où nous diffusons depuis trois semaines, avec un panneau donnant notre position sur la grève du 24 mai.

Des flics vinrent tenter de nous intimider en déclarant tout d'abord « Vos panneaux gênent les gens ».

A quoi nous avons répondu que si c'était le cas ils sauraient bien nous le dire tout seuls. « Si vous ne fichez pas le camp plus loin nous vous embarquons ».

finirent-ils par dire. Quand ils revinrent, ils n'osèrent pas nous embarquer en raison de la présence de nombreux travailleurs qui nous étaient favorables.

Le mieux c'est qu'ils se virent obligés de demander de partir à des membres du PS qui s'étaient installés là entre temps pour diffuser l'« Unité ».

Mais les travailleurs ne s'y sont pas trompés puisqu'ils disaient entre eux « voilà des mois qu'ils sont là, et jamais les flics ne leur ont rien dit ».

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Veille d'élections en Turquie

On vote dimanche en Turquie. Une nouvelle fois, les classes dirigeantes ont organisé des élections anticipées, pour tenter de résoudre leurs dissensions et redistribuer des cartes entre les différents partis bourgeois: les quatre partis du « Front nationaliste » actuellement au pouvoir et le Parti républicain du peuple de B. Ecevit.

Ces élections indiquent la persistance de l'instabilité politique que connaît la Turquie depuis déjà longtemps.

La toile de fond de la campagne électorale, ce sont les graves difficultés économiques et politiques que connaît actuellement ce pays du fait des ingérences, des pressions et du pillage des deux supergrands, et particulièrement de la Russie social impérialiste dont l'appétit à son égard est sans borne.

Et les classes dominantes de Turquie sont tout aussi incapables de s'opposer efficacement aux superpuissances que de satisfaire les revendications légitimes des masses laborieuses. Mais ni

la répression terroriste menée après le coup d'Etat de 1971, ni les nombreux assassinats de syndicalistes, de démocrates et de révolutionnaires, ni la provocation sanglante du 1er mai dernier n'ont pu entraver l'essor des luttes populaires pour la terre, la liberté et l'indépendance.

En témoignent les occupations de terres par les paysans, les grèves ouvrières dont la dernière en date a démarré lundi dernier à Istanbul, les marches organisées à plusieurs reprises contre les superpuissances, le nombre des voix qui s'élèvent contre la répression, etc.

Face au mouvement populaire, les classes dominantes sont divisées tandis que les partis du « Front nationaliste » sont pour une répression sévère, le Parti de B. Ecevit penche plutôt pour une politique de réformes.

LA POSITION DES RÉVOLUTIONNAIRES PROLÉTARIENS

Les révolutionnaires pro-

létariens ont, quant à eux, mené campagne en partant des intérêts fondamentaux des masses, autour de trois axes:

— Pour l'indépendance nationale, contre les superpuissances, pas une voix aux forces prosoviétiques.

— Pour la distribution de la terre aux paysans.

— Pour la démocratie politique, et en particulier

pour l'abolition des articles 141 et 142 de la Constitution, qui interdisent l'existence légale du Parti révolutionnaire prolétarien.

Et, conscients de la nécessité d'utiliser toutes les contradictions entre les ennemis, ils appellent le peuple à barrer la route avant tout aux pro-américains et pro-soviétiques, ainsi qu'aux partisans d'une dictature terroriste ouverte.



Le peuple turc, marxistes-léninistes en tête, manifeste pour l'indépendance nationale et contre les deux superpuissances.

« Il est inconcevable que le peuple palestinien renonce à une parcelle de son territoire »

« L'Organisation de libération de la Palestine n'envisage pas de reconnaître Israël et s'opposera à un règlement du conflit arabo-Israélien fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité », a déclaré mercredi M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP.

Ces deux résolutions stipulent le retrait d'Israël des territoires arabes qu'il a conquis lors de la guerre de juin 1967.

« Ces zones conquises ne représentent qu'une partie du territoire de la Palestine (tel qu'il était délimité à l'époque du mandat britannique) et, pour cette raison, l'OLP rejette toute résolution fondée sur ces deux résolutions », a ajouté le dirigeant palestinien dans une interview accordée à l'Agence irakienne de presse. Ce dernier a encore précisé qu'il n'était « nullement question que l'OLP reconnaisse Israël, car il est inconcevable que le peuple palestinien renonce à une parcelle du territoire de sa patrie ».

Le dirigeant palestinien estime, d'autre part, « prématuré » la constitution d'un gouvernement palestinien en exil, faisant valoir que « l'assise territoriale sur laquelle la Résistance palestinienne devra édifier ses institutions politiques, économiques, militaires et cul-

turelles, fait actuellement défaut ». M. Kaddoumi a ajouté que toutes les conditions n'étaient pas réunies.

Évoquant la conférence de Genève, le représentant palestinien a notamment souligné que ce sont les Arabes et non les Palestiniens qui ont décidé de prendre part à cette conférence.

A propos de l'accord libano-palestinien du Caire, après avoir réaffirmé que l'OLP s'opposerait au désarmement des combattants palestiniens et à la répartition des réfugiés palestiniens dans les pays arabes, a précisé que le différend entre Libanais et Palestiniens porte sur le quota de miliciens palestiniens qui seront légalement autorisés à défendre les camps de réfugiés.

Les autorités libanaises ont fixé à 7 000 le nombre de ces miliciens, mais M. Kaddoumi a souligné que ce nombre, suffisant en temps de paix, devait pouvoir être augmenté « en cas d'agression ».

Pour conclure, M. Kaddoumi a affirmé que l'OLP était disposée à faire preuve de compréhension pour favoriser le rétablissement de la paix au Liban, « à condition toutefois que cela ne porte pas atteinte à la sécurité de la Révolution palestinienne ».

• Berlin-Ouest

Du 25 mai au 29 mai a eu lieu à Berlin-Ouest une conférence organisée par la revue « Befreiung » (Libération) sur le thème: « L'Union soviétique d'aujourd'hui — une superpuissance impérialiste ». Une cinquantaine de personnalités diverses — universitaires, chercheurs, publicistes — issus de 15 pays a pu y procéder à un large échange de vues et d'expériences concrètes sur l'expansionnisme russe.

Et samedi 29, 700 personnes ont assisté, pendant plus de 8 heures, à la réunion publique de clôture de la conférence.

Le directeur de « Befreiung » en a présenté les résultats, puis différents orateurs ont exposé quelles formes concrètes prend l'infiltration soviétique dans leurs pays respectifs. Une chorale a chanté plusieurs chants composés par elle contre le social-impérialisme.

• Japon

Plus de 8 000 manifestants, étudiants, paysans et ouvriers se sont réunis dimanche à Narita, à quelques 60 kilomètres de la capitale japonaise, pour protester une nouvelle fois contre l'ouverture du nouvel aéroport de Tokyo, indiquant la police.

Dans leurs slogans, les manifestants ont accusé la police d'être responsable de la mort d'un étu-

• Washington

Le déficit de la balance commerciale des États-Unis a de nouveau pulvérisé tous les records en avril, atteignant 2,6 milliards de dollars au lieu de 2,3 milliards en mars, a annoncé jeudi le Département du commerce.

Le déficit des 4 premiers mois de l'année s'est élevé à 8,5 milliards de dollars ce qui confirme les prévisions officielles selon lesquelles il pourrait dépasser 20 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année. Le déficit le plus élevé enregistré en un an remonte à 1972 avec 6,4 milliards de dollars. Ce chiffre a déjà été nettement dépassé durant les 4 premiers mois de l'année.

• Liban

De source palestinienne, on signale que les Israéliens ont pénétré mercredi soir dans le Sud-Liban.

De violents accrochages se sont produits entre les militaires israéliens et les groupes d'autodéfense du village, à l'issue desquels les forces israéliennes se sont retirées vers les collines Roueissat Al Alam qui surplombent la région.



Patinage

Les tricheurs démasqués

Les juges soviétiques ont été suspendus pour une année de tous les championnats du monde et d'Europe par le congrès de l'Union internationale de patinage. Cette décision a été prise à cause de la « partialité nationale des juges soviétiques », remarquée depuis 4 ans par l'Union internationale de patinage. Ils ne pourront pas arbitrer en 1978, notamment dans les championnats d'Europe à Strasbourg, dans les championnats du monde à Ottawa et dans la compétition mondiale junior à Mégève.

C'est la deuxième fois en peu de temps que les Russes sont pris la main dans le sac.

La première fois, c'était pour la gymnastique, la Roumanie s'était retirée des championnats d'Europe parce qu'elle s'estimait à juste titre, lésée par le jury. La fédération internationale de gymnastique est présidée par un Russe, Youri Titov. Or, les Russes voulaient à tout prix prendre une revanche sur la médaille d'or

olympique roumaine, Nadia Comaneci. Ils en ont trop fait.

Résultat : la Roumanie a quitté le championnat approuvé par la plupart des pays d'Europe. Mais attendons le 11 juin, à Antibes, doit se dérouler une rencontre internationale de gymnastique. On peut prévoir que les Russes seront dans le colimateur de toutes les autres équipes.

Voilà où conduit l'esprit de compétition, la volonté de gagner à tout prix.

Au lieu d'unir, le sport divise les peuples, il est utilisé par les Russes comme un moyen pour affirmer leur hégémonie. N'est-ce pas Hitler, qui aux jeux Olympiques de Berlin voulait prouver que la race aryenne était supérieure aux autres races ? En fait, l'URSS de Brejnev ne fait que s'isoler des autres peuples et se mettre au banc des nations sportives. Dans le sport, comme dans tous les autres domaines, les Russes devront compter de plus en plus avec la résistance des peuples.

Note de lecture

Littérature chinoise n° 3

« Approfondir le mouvement de masse de critique de la bande des Quatre », c'est l'une des quatre directives du Comité central du parti communiste chinois.

Les numéros un et deux de 1977 de la revue étaient centrés sur le film « Les Bâtisseurs », injustement critiqué par les Quatre.

Ce numéro est un hommage au camarade Chou En-lai à l'occasion du premier anniversaire de son décès. La bande des Quatre avait empêché sa publication. Le fait que ce témoignage puisse paraître, est une nouvelle condamnation de la bande des Quatre. On y trouve de nombreux témoignages très vivants sur la vie de Chou En-lai toute entière dévouée au Parti et

au peuple chinois. Avec force détails, les auteurs retracent de façon passionnante le travail infatigable de Chou En-lai en 1946 à Nankin, alors qu'il était chargé de négocier avec le Kuomintang par le président Mao et le Comité central.

« Si l'on compare le président Mao à un aigle royal, le premier ministre Chou est un milan vigoureux », c'est le thème de l'un des nombreux poèmes de la revue. On y trouve aussi des articles sur une lettre de Lou Sin sur les derniers développements de la peinture et du cinéma au service du peuple. Une revue à lire et à diffuser pour combattre toutes les idées fausses sur la Chine.

Le sujet du Bac dessin :

L'évasion

Mercredi 1er juin, avait lieu l'épreuve facultative de dessin pour le Bac. Deux sujets au choix : « Vous vivez dans un espace plus ou moins clos des grands ensembles. Vous rêvez d'évasion. Que votre travail apparaisse comme une réflexion sur ce problème. »

Notez bien, vous rêvez et pas : vous agissez. Vous rêvez d'évasion. Il s'agit de fuir et non de transformer la société.

L'évasion c'est le dérivatif qu'on offre aux élèves à longueur d'années en dessin comme en rédaction. L'autre sujet était un dessin à vue d'un casque de moto, de deux ou trois bidons d'huile, des gants de moto, on fait dans le concret et dans le moderne. Finies les natures mortes ou les têtes de statues grecques !

Quelle poudre aux yeux ! La moto, c'est aussi le symbole de l'évasion que les bourgeois proposent à la jeunesse ! Mais tenez-vous bien ! Ce n'est même pas une moto qu'on propose de dessiner. C'est une composition hétéroclite. Que vient faire une roue de vélo avec des bidons d'huile de voiture et des casques de moto ? Quel rapport cela a-t-il avec la vie, les problèmes, les luttes des lycéens ? Aucun ! C'est d'ailleurs pour cela qu'on l'a proposé au bac-dessin. Aux travailleurs la bourgeoisie en crise propose les romans photos et les films d'évasions, aux jeunes lycéens, elle propose des compositions abstraites sur la moto et sur l'évasion.

D'après une correspondante de Rennes.

● Université de Vincennes

La drogue : un prétexte de la bourgeoisie

C'est en 1968, après le Printemps révolutionnaire, qu'était ouverte l'université de Vincennes : Edgar Faure en fut l'un des pères et Edgar n'est pas un révolutionnaire, comme on le sait ! Toutefois, beaucoup de démagogie allait tourner autour de cette « expérience pilote ». On assurait que Vincennes allait être la faculté « ouverte aux ouvriers », la faculté « permettant de lier la théorie et la pratique », un modèle qui allait

Il n'y eut rien de tout cela. Toutefois, le gouvernement veut aujourd'hui fermer Vincennes. Pourquoi ?

UNE ÉPINE DANS LE PIED

Petite enclave dans l'énorme système d'éducation bourgeois, Vincennes ne pouvait pas faire grand chose. Tant que le système restait le même, il ne pouvait y avoir de « faculté libérées ».

Toutefois, à Vincennes, il se passa un certain nombre de choses. Une certaine « liberté d'expression », souvent illusoire, permit certaines réalisations.

Alors une autre campagne fut lancée par le gouvernement : Vincennes c'est les gauchistes. Aujourd'hui, nous avons droit à : Vincennes c'est les drogués. L'arrière pensée étant : de toute façon, tous les révolutionnaires (les « gauchistes ») sont des drogués. Telle est la campagne menée par la sinistre Saunier-Seïté.

DES FLICS M'ONT TRAHI ...

Le président de Vincennes se nomme Merlin. Il a le soutien du PCF. Le PCF tient beaucoup à occuper dès aujourd'hui des parcelles du pouvoir d'Etat bourgeois : Mairies, facultés, entreprises, ou coopératives... Il a donc vu d'un mauvais œil l'offensive d'Alice Saunier-Seïté.

Que pensez-vous que fit Merlin, homme « de gauche » ?

« Début mars, le recteur Malet, que j'avais averti, a prévenu le préfet et lui a demandé d'intervenir à l'extérieur de l'université », dit-il : Mais la police n'est pas à la hauteur, « elle n'a pas assumé sa mission ». Alors, Merlin réitère ses de-

mandes, et la police effectue deux opérations de répression (enfin ! pense Merlin) les 25 et 26 mai. « Action que j'approuve totalement », commente Merlin.

La méthode que préconise les tenants du Programme commun est la même que préconise Bonnet, ministre de l'Intérieur, ou Poniatovski et Marcellin en leur temps.

« Ce sur quoi nous étions tombés d'accord, (avec la police) parce que cela nous semblait efficace, c'est sur une intervention à l'extérieur de l'université, comme celle qui a permis l'arrestation réalisée le 26 mai d'étudiants africains. Lorsque Censier a connu des problèmes de drogue, il y a deux ans, les policiers avaient agi de la sorte, et en huit jours, tout était réglé », précise Merlin.

Qui était ministre de l'Intérieur il y a deux ans ? Poniatovski.

ATTAQUE COMBINÉE

Quels que soient les prétextes invoqués, (ici la drogue) il s'agit d'une attaque

lancée par le gouvernement contre les étudiants et les enseignants progressistes. Il faut se rappeler que cette attaque survient après les déclarations d'Haby contre les « étudiants politisés » et le « marxisme à l'école ».

Voilà pourquoi une personnalité de « gauche » comme Merlin appelle, elle aussi, à la répression.

Les marxistes-léninistes ont toujours été contre l'emploi de la drogue. Mais ils condamnent surtout avec vigueur ceux qui d'une part organisent le trafic de la drogue, et d'autre part, s'en servent de prétexte pour réprimer les jeunes et les progressistes. Et ceux-là ont des noms : ce sont ceux qui gouvernent.

Réunion des ministres de l'intérieur de la CEE à Londres

Ce qu'ils appellent « terrorisme »

Les ministres de l'Intérieur du Marché commun se sont réunis à Londres pour mettre au point les moyens d'action contre le « terrorisme » ; en fait, contre toute action révolutionnaire.

Réunis sous la présidence de Merlin Rees, ministre britannique de l'Intérieur, dont on connaît les « exploits » policiers en Irlande du Nord, les 9 ministres ont pris un certain nombre de décisions lourdes de sens.

L'axe de la réunion était de coordonner l'action des différentes polices internationales.

FRAPPER VITE ET FORT

Les ministres se sont tout d'abord mis d'accord sur le principe d'un « téléphone rouge » permettant à leurs services d'intervenir et de façon coordonnée. La coopération est très concrète : l'envoi d'experts du « spécial air service » (unité antiguérilla britannique) en Hollande est considérée comme un exemple important.

Autre décision : le contrô-

le des permis de ports d'armes et le contrôle des personnes armées qui passent la frontière seront renforcés.

Les ministres ont aussi discuté pour savoir si les terroristes devaient être considérés comme prisonniers « politiques » ou de « droit commun ».

CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

On ne connaît bien sûr pas les détails des discussions. Mais on connaît bien l'esprit qui présida à la réunion.

Les ministres de la police ont joué sur le « terrorisme » pour créer un climat d'insécurité : « La soif de sécurité de l'opinion publique dans un monde de plus en plus dangereux » a été mise en avant par Bonnet, le ministre français.

Se basant sur cette campagne, ils en profitent pour faire accepter par l'opinion publique des mesures qui serviront contre les révolutionnaires. C'est ce qu'ils font sentir quand le communiqué dit : « Le terrorisme est un crime, *quelque soit le motif pour lequel il est perpétré* ».

C'est au niveau international la réédition des « opérations coup de poing » de Poniatovski : sous prétexte de lutter contre le banditisme on met en place des services spéciaux qui font la chasse aux jeunes, aux immigrés et aux révolutionnaires.

● Le Pellerin

Nouvelle action contre le projet de centrale nucléaire

Le sous-préfet de Nantes a ouvert une enquête « d'utilité publique » de façon à implanter le plus tôt possible la centrale. Il a déjà eu bien du mal à mettre les dossiers dans les mairies et s'est vu obliger de faire intervenir les CRS contre les manifestants qui en barraient les entrées. Depuis, la population n'a pas renoncé à empêcher ce projet de voir le jour, bien décidée à ne pas laisser l'enquête, les formalités préalables se dérouler sans réagir.

Jeudi, une quarantaine de manifestants ont envahi la mairie de Coueron, neutralisé les deux gendarmes de garde et emporté le dossier pour le brûler.

● Prison d'Arenc (Marseille)

Manifestation maintenue

Les travailleurs immigrés sont parmi les premiers à qui la bourgeoisie veut faire payer le prix de la crise. Mais les luttes des travailleurs logés dans les foyers Sonacotra, des éboueurs, etc. montrent qu'ils sont décidés à ne pas se laisser faire. Pour essayer de briser leur combativité, d'en licencier et d'en expulser le plus grand nombre possible, le pouvoir ne recule devant aucun moyen. Il continue notamment malgré les dénonciations répétées à séquestrer de nombreux immigrés dans la prison illégale d'Arenc et ceci dans les pires conditions de détention.

C'est pourquoi le Collectif d'Arenc a décidé d'appeler à manifester le 4 juin à Marseille jusqu'à cette prison. Vendredi soir, il faisait savoir qu'il la maintiendrait et demandait aux travailleurs de descendre dans la rue malgré l'interdiction de la préfecture de police de Marseille.



Après la journée du 24

A Bordeaux III, on rattrape !

Le Conseil de l'Université de Bordeaux III, a décidé que la grève du 24 mai serait rattrapée les samedis 28 mai et 4 juin après-midi ; il a pris cette décision à l'unanimité.

Voilà qui peut surprendre l'orsqu'on sait que ce conseil est à majorité favorable au Programme commun (son président est Robert Escarpit).

Est-ce si surprenant ? Non, bien sûr. Défiler pour soutenir le Programme commun, c'est très bien, mais une université, faut que ça tourne, surtout si ceux qui la gèrent sont de gauche ! Histoire de montrer que eux, au moins, savent s'y prendre !

Voilà un petit avant-goût de ce que ce sera quand la gauche tiendra les rênes non seulement d'une université, ou d'une municipalité, mais de l'Etat !

● RATP

Personnel de nettoyage en grève

Les travailleurs du nettoyage des quais et couloirs du métro sont en grève «reconductible jusqu'à satisfaction de leurs revendications». Ils sont un millier, en quasi-totalité immigrés répartis entre six entreprises sous-traitant pour la RATP, pour assurer ce travail dans des conditions de plus en plus dégradées et pour un salaire très bas. (1 700 F environ).

Ils demandent 2 300 F net pour 40 H par semaine et la réduction à 40 H du temps de travail, le 13e mois, une majoration des primes de nuit, le paiement des dimanches à 100 %, l'embauche d'effectifs suffisants et le respect de règles d'hygiène et de sécurité : vestiaire, réfectoire, arrêt de l'utilisation de produits toxiques ou du travail sur les voies quand le courant n'est pas coupé, etc.

Depuis mardi, date à laquelle a débuté le mouvement (le 1er pour la plupart de ces travailleurs) ils se rassemblent chaque jour pour décider de la suite.

A noter qu'une des six entreprises a refusé de s'associer au mouvement (la seule où la CGT soit majoritaire) et les grévistes ne manquent pas «d'aller voir leurs frères qui ne sont pas dans l'action pour les convaincre de se joindre au mouvement.»

● Koenigsmaker

Evangelisti, PDG, écroulé

Le 26 mai, Evangelisti, PDG de 6 sociétés, dont Soloci, Solomi, Satram (voir HR du 21 avril) a été écroulé à la maison d'arrêt de Metz pour émission de chèques sans provision en guise de paye pour ses salariés et pour non-respect de la législation sur les sociétés : réunion du conseil d'administration sans la présence des représentants du personnel.

Les victimes d'Evangelisti occupent leurs entreprises depuis le 11 mars, contre leur liquidation. Leur préavis travaillé et payé doit finir à la fin du mois. L'arrestation de leur PDG est déjà une victoire pour les travailleurs qui, depuis le début du conflit, savaient quel escroc il est.

L'occupation continue et les travailleurs, sans faire confiance à la justice bourgeoise, ne comptent que sur leur propre force et la solidarité des autres travailleurs.

Correspondant HR

4 nouvelles affiches

Quatre affiches en plusieurs couleurs sont à la disposition de nos lecteurs pour faire partout connaître la réalité des faits, le vrai visage de l'URSS, pays social-impérialiste, superpuissance la plus agressive de nos jours, pour dénoncer aussi la mystification que constitue la prétendue «détente» :

- «Détente égale mensonge, L'URSS prépare la guerre.»
- «A bas la dictature sociale-fasciste en URSS ! Vive l'URSS de Lénine et de Staline !»
- «Hors des eaux françaises les "chalutiers" espions russes !»
- «Hors du Zaïre, hors d'Afrique, le social-impérialisme russe !»

Nos lecteurs peuvent commander ces affiches en écrivant ou en téléphonant au journal.

197 licenciements à la S.M.I. (filiale Renault)

● Irigny - Lyon

LES TRAVAILLEURS FACE AUX LICENCIEMENTS

Un seul syndicat, la CGT contrôlée par le PCF, peu actif sinon pour les journées d'action ! De plus, les dirigeants sont rodés à la collaboration de classe : CE, réunions tes autour du tapis vert...

Dans un tract diffusé notamment à la manif du 24 mai, la CGT annonce la couleur : «Les licenciements sont une conséquence directe du refroidissement de l'économie organisée par le gouvernement...», autrement dit, il faut relancer la consommation... et tout ira bien ! Pas un mot sur le système capitaliste, cause fondamentale de cette situation.

La société mécanique d'Irigny (SMI), filiale de la Régie Renault à 99 % depuis 1970, fabrique des pièces d'armement mais aussi des pièces de décolletage principalement pour Renault (R6 entre autre).

Lors de la prise de contrôle par Renault, beaucoup de tapage avait été fait annonçant la création de milliers d'emplois, constructions d'ateliers neufs, parkings... mais les travailleurs de la région devaient vite déchanter.

Si les effectifs de l'ex-arsenal ont progressé dans un premier temps, par la suite ils devaient constamment diminuer alors que dans certains ateliers, les cadences augmentaient et que la discipline se renforçait. 1 300 personnes en 1972, puis arrêt de l'embauche en 1974, avec appel aux intérimaires lorsque la production l'exigeait, 1 150 personnes en 1976, 1 089 en avril 1977.

En 1975 et 1976, départs volontaires et mises à la préretraite. En mai 1977, nouveau coup contre les travailleurs avec 197 licenciements : la moitié étant des travailleurs de 57 à 60 ans, tous les travailleurs des ateliers du revêtement de surface et des traitements thermiques.

D'après la direction «ces licenciements visent à alléger les structures de l'entreprise parmi le personnel productif et non-productif». Des réductions d'horaire sont également prévues qui entraîneraient des pertes de salaire de 300 F par mois.

La direction a annoncé qu'elle y était contrainte du fait des difficultés économiques de l'entreprise. Et bien sûr, pour les patrons et leur Etat capitaliste, ce sont les travailleurs et eux seuls qui doivent les payer !

LES DIFFICULTÉS

Depuis quelques temps déjà, les entreprises de décolletage perdent chaque année 5 % de leur production (pièces décolletées). Ce mode d'usinage est plus coûteux que les nouveaux procédés (frittage, extrusion, frappe à froid). D'autre part, il y a aussi l'augmentation des matières premières : acier, alliages (et 100 tonnes de matière usinée fournissent 45 tonnes de pièces finies).

D'où une baisse constante des commandes de pièces d'armement et d'automobiles. Et cela retombe sur le dos des travailleurs car en système capitaliste il ne peut en être autrement ; l'évolution des techniques (nouveaux procédés d'usinage qui demandent moins d'ouvriers) n'est pas au service des travailleurs mais à celui des patrons !

● Peugeot

Débrayages et meetings

Depuis le mardi 17 mai, des débrayages ont lieu chez Peugeot à Sochaux où se trouvent concentrés plus de 30 000 travailleurs.

Pour l'instant, le mouvement restait localisé au secteur «carrosseries». Les revendications portent essentiellement sur une réduction de 10 % des cadences donc l'amélioration des conditions de travail (avec la non-récupération des temps de pause et trois remplacements effectifs dans la journée) et les salaires : 2 500 F minimum et 300 F d'augmentation pour tous.

La journée nationale du 24 mai (grève-souape) a été peu suivie à Sochaux et les bonzes syndicaux ne veulent nullement d'une action résolue et déterminée jusqu'à satisfaction des revendications, ce qui est donc opposé aux préoccupations des travailleurs.

Dès le début, les carrossiers popularisent leur action dans l'usine, des prises de parole ont lieu dans les cantines. C'est d'ailleurs à la suite de ça que 18 ouvriers ont été sanctionnés par des mises à pied de un à trois jours.

La question cruciale est celle de l'extension ou non du mouvement à toute l'usine. Si les carrossiers restent seuls, l'épreuve de force avec la direction sera plus difficile pour eux.

Le 2 juin, deux meetings devaient avoir lieu devant les bureaux de la direction (un pour les équipes du matin, l'autre pour celles de l'après-midi).

A 35 000, on est plus fort qu'à quelques centaines !

Pour eux les licenciements, «c'est la dénaturation de la Régie Renault»... donc au lieu de combattre les licenciements, défendons leur programme de nationalisations ! «Les responsables : Giscard, Barre, Ceyrac...» changeons de bonhommes et vous verrez ! Et pour conclure : «Il faut renforcer la CGT afin d'aller rapidement à des luttes puissantes et à des changements indispensables que nous apportera le Programme commun, seul porteur des espérances de la classe ouvrière»...

Comme si une nouvelle équipe pour gérer le système capitaliste allait changer quelque chose !

Aucune proposition de lutte, aucun appel à la mobilisation des travailleurs de la SMI, du groupe Renault, de la métallurgie et des

autres ! Il est clair que les dirigeants du PCF qui contrôlent la CGT ne feront rien et qu'ils offrent comme seule perspective aux travailleurs, aux licenciés, les élections de 78.

Seules propositions... des délégations aux mairies environnantes, le maire PCF de Pierre-Bénite a assuré les travailleurs de son soutien.

Bien sûr, le PCF s'oppose à l'occupation de la SMI, arme entre les mains des travailleurs pour refuser tout licenciement !

A la SMI comme ailleurs, pas un seul licenciement ! Union, action, occupation !

Camarades, amis lecteurs qui travaillez à la Régie Renault, faites connaître autour de vous ce qui se passe à la SMI.

Un correspondant

FETE POPULAIRE POUR LE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES
dimanche 19 juin
A Gémenos (Bouches-du-Rhône)
THEATRE DE VERDURE

● Alsthom Savoisienne St-Ouen

Licenciement de délégués

A l'Alsthom-Savoisienne, la direction vient de franchir un pas de plus dans la répression contre les travailleurs qui luttent depuis maintenant deux mois et demi pour leurs justes revendications.

Elle a en effet annoncé son intention de licencier 3 délégués-CDFT.

Dans ces conditions, les travailleurs avaient décidé de porter leur lutte à un niveau supérieur et

voité le principe de l'occupation ce que la CGT s'est empressée de saboter en dénonçant par tract le caractère solidaire minoritaire de la décision et en reprenant le refrain sur «les excès» et «l'irresponsabilité» dans le but d'isoler les travailleurs les plus combattifs.

Voilà un sérieux coup de main à la direction ! Nous reviendrons plus en détail sur tout cela.

Une nouvelle brochure est parue :

«Paris 19 mars 1977»

Cette nouvelle brochure retrace la manifestation et le meeting organisés ce jour-là par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge pour commémorer le 106e anniversaire de la Commune de Paris.

Elle contient notamment des extraits des discours prononcés par des travailleurs de l'Alsthom, PTT Paris Brune, Câbles de Lyon, Chèques Postaux, hôpital Coeurin-Celton, Thomson-CSF. Vous y trouverez également l'intervention faite au nom du PCR (ml) et le discours prononcé par Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

Cette brochure est illustrée par de nombreuses photos représentant notamment la manifestation, les orateurs, la partie culturelle, les divers stands, la crèche, etc.

PASSEZ VOS COMMANDES A :
APN éditions BP 279 - 75 886 Paris Cédex 18 -
(Libélez les chèques à l'ordre de l'APN - Prix de la brochure : 5 F)